

F. 2000 — 3377

[C — 2000/27593]

14 DECEMBRE 2000. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire technique et professionnel (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est porté assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire technique et professionnel.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil 160 (2000-2001) N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 14 décembre 2000.

Discussion. Vote.

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu le 22 juin 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles;

Considérant que ces dispositions permettent aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la gestion conjointe de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres ou sur le développement d'initiatives en commun;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation professionnelle des jeunes un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant que la réussite de cette politique implique notamment la formation optimale des jeunes filles et des jeunes gens qui suivent les cours de l'enseignement technique et professionnel;

Considérant que la Communauté française a développé, en collaboration avec les responsables des entreprises la définition de profils de qualification sur base desquels ont été construits des profils de formation;

Considérant que la réalisation concrète des profils de formation, exige entre autres, la disposition d'équipements performants et des efforts complémentaires de formation en cours de carrière des membres du personnel;

Considérant dès lors qu'il apparaît opportun de conclure un accord de coopération relatif à la mise à disposition d'équipements performants afin d'assurer les synergies les plus efficaces entre les politiques régionales de développement de l'emploi et de la formation et les politiques communautaires de développement de l'enseignement secondaire technique et professionnel;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, H. Hasquin et du Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, P. Hazette,

et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, J.-Cl. Van Cauwenberghe et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation, M. Arena,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er} Il est instauré un Fonds d'équipement pédagogique pour l'enseignement secondaire technique et professionnel, ci-après dénommé « le Fonds ».

Le Fonds a pour mission :

1° de moderniser l'équipement pédagogique de base dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel, pour autant que ces établissements s'inscrivent :

- a) dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée;
- b) dans une politique de formation, en cours de carrière, des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle;
- c) dans l'application des profils de formation, y compris la mise en œuvre des outils pédagogiques et des épreuves d'évaluation y afférents;

2° de participer au financement des Centres de compétence régionaux mettant à la disposition des élèves des classes terminales et des enseignants de l'enseignement secondaire technique et professionnel des équipements destinés à assurer une offre de formation spécifique à ces publics.

En ce qui concerne la modernisation des équipements, une priorité est donnée aux projets qui s'inscrivent dans l'utilisation la plus efficiente des moyens au profit de l'ensemble des établissements scolaires d'un bassin de formation, quel que soit leur réseau et leur caractère d'enseignement, et ayant reçu un avis favorable de la part du fonds sectoriel concerné, tel que visé à l'article 3, 2°, c.

La Communauté française informe régulièrement le Fonds des mesures de formation en cours de carrière qu'elle prend en faveur des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle.

Art. 2. Afin de remplir les missions décrites à l'article 1^{er}, il est inscrit au budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année 2000 :

- un Fonds alimenté à concurrence de 200 millions par la Région wallonne;
- un crédit de 50 millions.

Le crédit de 50 millions sera utilisé conformément aux modalités prévues pour le Fonds aux articles 3, 6, 7 et 8.

Au moins trois quarts des moyens disponibles du Fonds et du crédit de 50 millions sont affectés à la modernisation des équipements dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel, le solde aux projets de formation spécifiques des Centres de compétence.

Art. 3. L'accès au Fonds consiste, sous réserve de l'accord du Comité de gestion visé à l'article 6, en un droit de tirage conditionné :

1° pour les Centres de compétence, par :

- a) la mise à disposition, en début d'année scolaire, d'un programme de formation spécifique aux bénéficiaires mentionnés à l'article 1^{er}, 2°, et quantifié par Centre.
- b) la budgétisation des coûts en matériel afférents à la réalisation dudit programme, à hauteur de maximum 25 % du Fonds;

2° pour les établissements d'enseignement, par :

- a) le respect des trois critères mentionnés à l'article 1^{er}, 1°;
- b) une participation d'au moins 20 % par établissement dans le coût total de l'acquisition;
- c) la sollicitation d'un avis, auprès du fonds sectoriel concerné, sur la pertinence des acquisitions.

Art. 4. Des financements complémentaires pourront être recherchés, soit auprès des partenaires sociaux dans le cadre des fonds sectoriels, soit auprès des fonds structurels européens dans le cadre des Objectifs 1 et 2.

Art. 5. Les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne, ci-après dénommés « les Gouvernements », créeront de concert et, le cas échéant, en collaboration avec la Région de Bruxelles-Capitale, une Fondation destinée à recevoir les contributions volontaires des entreprises. La Fondation est associée, selon des modalités dont conviendront les Gouvernements, au Comité de gestion visé à l'article 6.

Art. 6. Le Fonds est géré conjointement par un organe créé par les deux Gouvernements, ci-après dénommé, « Comité de gestion ».

Le Comité de gestion est composé de :

- 1° trois représentants du Gouvernement wallon;
- 2° trois représentants du Gouvernement de la Communauté française;
- 3° un fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;
- 4° quatre représentants des partenaires sociaux désignés par le C.E.S.R.W.;
- 5° le Directeur général de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française;
- 6° quatre représentants du Conseil général de concertation pour l'Enseignement secondaire;
- 7° un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi et un représentant de l'Administration de la Communauté française, avec voix consultative, chacun assurant alternativement le secrétariat.

La présidence du Comité de gestion est assurée alternativement par les représentants des Gouvernements visés à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Art. 7. Le Comité de gestion est chargé :

- 1° d'approuver l'offre spécifique des Centres de compétence;
- 2° de sélectionner les demandes d'équipement des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel;
- 3° de superviser la mise en œuvre du plan d'équipement pédagogique;
- 4° d'évaluer les actions de formation mises en œuvre par les Centres de compétence dans le cadre du présent accord;

5° d'adresser aux Gouvernements, après une concertation de l'ensemble des acteurs concernés par le présent accord, une évaluation annuelle globale ainsi que tout avis ou proposition de nature à mieux rencontrer les objectifs définis à l'article 1^{er}.

En outre, seuls les représentants visés à l'article 6, alinéa 2, 1° et 2° déterminent les modalités d'accès aux équipements pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement supérieur telles que visées à l'article 8.

Le Comité de gestion crée en son sein une cellule technique chargée du suivi opérationnel des projets.

Le Comité de gestion prend ses décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il est requis une majorité des deux tiers des membres à voix délibérative.

Les Gouvernements arrêtent les modalités de fonctionnement du Comité de gestion, en ce compris la méthodologie de sélection des demandes d'équipement, et approuvent son règlement d'ordre intérieur, sur proposition du Comité de gestion.

Art. 8. Dans un souci de rentabilisation maximale, le matériel pédagogique acquis avec les moyens du Fonds pour l'enseignement secondaire technique et professionnel est mis à disposition de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale, selon des modalités fixées par les membres du Comité de gestion visés à l'article 6, alinéa 2, 1^{er} et 2, et, entre autres, dans les établissements partagés par l'enseignement secondaire technique et professionnel et l'enseignement de promotion sociale.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 1^{er}, 2°, les Centres de compétence régionaux sont ouverts aux enseignants de l'enseignement secondaire de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur selon les règles de fonctionnement de ces Centres.

Art. 10. Le présent accord est conclu pour une durée d'un an. Le montant du Fonds est renégocié par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française selon les modalités prévues par l'accord global de coopération du 22 juin 2000 et sur la base de l'évaluation de l'année précédente, telle que visée à l'article 7, alinéa 1^{er}, 5°.

Fait à Namur, le 4 juillet 2000, en 4 exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,
Ministre-Président

Mme M. ARENA,
Ministre de l'Emploi et de la Formation

Pour la Communauté française,

H. HASQUIN,
Ministre-Président

P. HAZETTE,
Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres

VERTALING

N. 2000 — 3377

[C — 2000/27593]

14 DECEMBER 2000. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen en leerkrachten van het secundair technisch en beroepsonderwijs (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen en leerkrachten van het secundair technisch en beroepsonderwijs is goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad 160 (2000-2001) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 december 2000.

Bespreking-Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen en leerkrachten van het secundair technisch en beroepsonderwijs.

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134, en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord dat op 22 juni 2000 gesloten werd door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over de financiering van de samenwerking in het kader van gemeenschappelijke beleidsacties, over de Europese Structuurfondsen en de ontwikkeling van cultuurondernemingen;

Overwegende dat die bepalingen de Gemeenschappen en Gewesten in staat stellen samenwerkingsakkoorden aan te gaan die inzonderheid betrekking hebben op het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden of de ontwikkeling van gemeenschappelijke initiatieven;

Overwegende dat de beroepsopleiding van jongeren één van de voornaamste doelstellingen is van het algemeen beleid van economisch herstel van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de optimale opleiding van de jongeren die cursussen volgen in het technisch en beroepsonderwijs noodzakelijk is voor het succes van dit beleid;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, in samenwerking met bedrijfsleiders, kwalificatieprofielen heeft ontwikkeld op grond waarvan opleidingsprofielen werden ontworpen;

Overwegende dat, om concrete vorm te geven aan die opleidingsprofielen, efficiënte voorzieningen noodzakelijk zijn en, o.a., dat werknemers tijdens hun loopbaan bijkomende opleidingen moeten volgen;

Overwegende dat het derhalve geschikt is een samenwerkingsakkoord aan te gaan betreffende de terbeschikkingstelling van efficiënte voorzieningen om te zorgen voor de doeltreffendste synergieën tussen de gewestelijke acties ter ontwikkeling van de werkgelegenheid en vorming en de communautaire acties ter ontwikkeling van het technisch secundair en beroepsonderwijs;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Hervé Hasquin, en de Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren, Pierre Hazette,

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, Jean-Claude Van Cauwenberghe en de Minister van Twerkstelling en Vorming, Marie Arena,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Er wordt een Fonds voor pedagogische voorzieningen van het technisch secundair en beroepsonderwijs opgericht, hierna « het Fonds » genoemd.

Het Fonds is bestemd voor :

1° de modernisering van de pedagogische basisvoorzieningen in instellingen van het technisch secundair en beroepsonderwijs voor zover die instellingen werk maken van :

- a) de implementering van een geharmoniseerd opleidingsaanbod;
- b) een opleidingsbeleid dat de leerkrachten technische vakken en de leerkrachten beroepspraktijk de mogelijk biedt om tijdens hun loopbaan cursussen te volgen;
- c) de toepassing van de opleidingsprofielen, met inbegrip van de pedagogische werkmiddelen en de desbetreffende evaluatieproeven.

2° de bijdrage in de financiering van de gewestelijke Bekwaamheidscentra die specifieke opleidingsvoorzieningen ter beschikking stellen van de leerlingen van de hoogste klassen en de leerkrachten van het secundair technisch en beroepsonderwijs.

Wat de modernisering van die voorzieningen betreft, wordt voorrang gegeven aan projecten die een optimaal gebruik maken van de middelen ten gunste van alle instellingen van een scholennetwerk, wat hun netwerk en aard mogen zijn, die een gunstig advies van het betrokken sectoraal fonds, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, c, hebben gekregen.

De Franse Gemeenschap brengt het Fonds regelmatig op de hoogte van de acties die zij onderneemt in het kader van de opleiding van de leerkrachten technische vakken en de leerkrachten beroepspraktijk tijdens hun loopbaan.

Art. 2. Voor het vervullen van de in artikel 1 bedoelde taken worden volgende middelen op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het jaar 2000 uitgetrokken :

- een Fonds dat ten belope van 200 miljoen BEF door het Waalse Gewest wordt gestijfd;
- een krediet van 50 miljoen BEF.

Het krediet van 50 miljoen BEF wordt aangewend overeenkomstig de in de artikelen 3, 6, 7 en 8 voor het Fonds bepaalde regels.

Ten minste drie vierde van de beschikbare middelen van het Fonds en van het krediet van 50 miljoen BEF is bestemd voor de modernisering van de voorzieningen in de instellingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs; het saldo is bestemd voor de specifieke opleidingsprojecten van de Bekwaamheidscentra.

Art. 3. De toegang tot het Fonds bestaat, onder voorbehoud van het akkoord van het in artikel 6 bedoelde Beheerscomité, in een trekkingsrecht dat aan volgende voorwaarden onderworpen is :

1° voor de Bekwaamheidscentra :

a) de terbeschikkingstelling, in het begin van het schooljaar, van een per Centrum gequantificeerd specifiek opleidingsprogramma aan de in artikel 1, 2° bedoelde gerechtigden;

b) de opnemings in de begroting van de aan de realisatie van voornoemd programma verbonden materieelkosten ten belope van hoogstens 25 % van het Fonds;

2° voor de onderwijsinstellingen :

a) de inachtneming van de in artikel 1, 1°, bedoelde drie criteria;

b) een bijdrage van ten minste 20 % in de totaalcost van de verwerving;

c) de vraag om advies van het betrokken sectoraal fonds over de relevantie van de verwervingen.

Art. 4. Bijkomende financieringen kunnen worden aangevraagd bij de sociale partners in het kader van de sectorale fondsen of bij de Europese structuurfondsen in het kader van Doelstellingen 1 en 2.

Art. 5. De Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest, hierna « de Regeringen » genoemd, zullen samen en, in voorkomend geval, in samenwerking met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een Stichting oprichten om de vrijwillige bijdragen van de ondernemingen te verzamelen. De Stichting is betrokken bij het Beheerscomité dat in artikel 6 bedoeld is overeenkomstig de door de Regeringen nog te stellen regels.

Art. 6. Het Fonds wordt samen beheerd door een door de twee Regeringen opgericht orgaan, hierna « Beheerscomité » genoemd.

Het Beheerscomité bestaat uit :

1° drie vertegenwoordigers van de Waalse Regering;

2° drie vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschapsregering;

3° een leidend ambtenaar van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

4° vier vertegenwoordigers van de sociale partners die door de « C.E.S.R.W. » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) worden aangewezen;

5° de Directeur-generaal van het Verplichte Onderwijs van de Franse Gemeenschap;

6° vier vertegenwoordigers van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;

7° één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling en één vertegenwoordiger van het Bestuur van de Franse Gemeenschap, met raadgevende stem, die beurtelings het secretariaat waarnemen.

Het voorzitterschap van het Beheerscomité wordt beurtelings door de in het tweede lid, 1° en 2° bedoelde vertegenwoordigers van de Regeringen waargenomen.

Art. 7. Het Beheerscomité heeft als opdracht :

1° het specifieke aanbod van de Bekwaamheidscentra goed te keuren;

2° de uitrustingsaanvragen van de instellingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs te selecteren;

3° de uitvoering van het plan voor pedagogische voorzieningen te superviseren;

4° de opleidingsacties die door de Bekwaamheidscentra in het kader van voorliggend akkoord uitgevoerd worden, te evalueren;

5° een globale jaarlijkse evaluatie alsook elk advies of voorstel dat op de in artikel 1 bedoelde doelstellingen het best kan inspelen, aan de Regering te sturen, na een overleg met alle partijen die bij dit akkoord betrokken zijn.

Bovendien mogen de regels betreffende de toegankelijkheid van de voorzieningen voor het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, zoals bedoeld in artikel 8, alleen worden vastgesteld door de in artikel 6, tweede lid, 1° en 2° bedoelde vertegenwoordigers.

Een technische afdeling, die belast is met de operationele follow-up van de projecten, wordt door het Beheerscomité in zijn midden opgericht.

De beslissingen van het Beheerscomité berusten op consensus. Als geen consensus kan worden bereikt, wordt een meerderheid van twee derde van de stemgerechtigde leden vereist.

De Regeringen stellen de werkingsregels van het Beheerscomité vast, met inbegrip van de methodologie voor de selectie van de uitrustingsaanvragen en, op voorstel van het Comité, keuren zijn huishoudelijk reglement goed.

Art. 8. Met het oog op een maximale rentabilisering wordt het pedagogisch materieel dat met de middelen van het Fonds voor het Secundair Technisch en Beroepsonderwijs verworven is, ter beschikking gesteld van het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, overeenkomstig regels die door de in artikel 6, tweede lid, 1° en 2° bedoelde leden van het Beheerscomité gesteld zijn, en, o.a., in de instellingen die tegelijk vallen onder het secundair technisch en beroepsonderwijs en onder het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 9. Onverminderd artikel 1, 2°, zijn de gewestelijke Bekwaamheidscentra toegankelijk voor de voltijdse leerkrachten van het secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, overeenkomstig de werkingsregels van die Centra.

Art. 10. Voorliggend akkoord wordt voor één jaar aangegaan. De Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap zullen nieuwe besprekingen voeren over het bedrag van het Fonds, overeenkomstig de regels bedoeld in het globale samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000 en op grond van de evaluatie van het vorige jaar, zoals bedoeld in artikel 7, eerste lid, 5°.

Opgemaakt te Namen, op 4 juli 2000, in 4 originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,
Minister-President

Mevr. M. ARENA,
Minister van Tewerkstelling en Vorming

Voor de Franse Gemeenschap :

H. HASQUIN,
Minister-President

P. HAZETTE,
Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren